



Afrique : prévention des catastrophes

par [Joelle Palmieri](#) | Thématique: [Gouvernance, Processus politique](#) | Rubrique: [Contributions](#)

[CMPCN08] *La force d'un partenariat se mesure à celle du partenaire le plus faible* (R. Alain Valency ; ISDR-Africa@unep.org)

En juillet 2004, les Chefs d'Etat et de Gouvernement africains se penchaient sur un projet de Stratégie régionale africaine pour la réduction des risques de catastrophe et recommandaient l'élaboration du Programme d'action y afférent. Une initiative représentant un grand succès pour les gestionnaires de catastrophes en Afrique. En effet, sa genèse ne datait seulement que de 12 mois auparavant, en juin 2003.

Ils doivent désormais relever deux défis: celui d'élaborer ledit Programme d'action, et celui de devoir apporter leur pierre à la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes (CMPC) de Kobé au Japon en janvier 2005. Deux défis qui, finalement, ne sont que les deux facettes d'un même problème. Car l'Afrique ne pouvait élaborer et mettre en oeuvre pleinement et avec succès son futur Programme d'action sans un certain appui de la part de la Conférence mondiale. Comment donc obtenir cet appui? Il n'y avait pas de recette toute faite, il fallait surtout chercher à accroître les chances :

1. Nos gestionnaires des catastrophes se rendent à Kobé comme un club de foot formé en juin 2003, vainqueur de la Coupe d'Afrique en juillet 2004 et participant à la Coupe du Monde quelques mois plus tard. Nouveau venu dans la cour des grands, il lui serait plus avisé de ne pas viser la Coupe mais d'abord de gagner des supporters (sans quoi elle ne pourrait même pas jouer « normalement »). Gagner des supporters, obtenir un appui : tel devrait être l'objectif du continent à Kobé.
2. Mais de nos jours, appui signifie « partenariat ». Or, qui dit partenariat dit combinaison des atouts (forces) non combinaison des handicaps (faiblesses). A Kobé donc, l'Afrique devrait contribuer avec ses atouts.
3. Pour qu'un partenariat soit solide, il faut qu'il repose sur un accord clair et incontesté. C'est ici qu'intervient notre futur Programme d'action: celui-ci doit s'*accorder* avec le futur Programme mondial d'action issu de Kobé. Un tel "accord" entre les deux programmes constitue un accord clair et incontesté.
4. Comment faire donc pour que celui-là s'accorde avec celui-ci? Il faut surtout que le futur Programme mondial soit conforme à nos intérêts. Il nous faut donc participer activement à la formulation en cours du Projet de Programme mondial. Bref, l'Afrique devrait s'impliquer à fond - avec ses atouts (non ses handicaps) - dans la formulation en cours du Projet de Programme mondial d'action.

Elle est bien placée pour le faire car elle a déjà marqué un bon point: les rapports émanant des pays africains (à titre de contribution à la préparation de la Conférence mondiale) ont été hautement appréciés – tant en quantité qu'en qualité. Il s'agit là déjà d'un bon exemple « d'apport d'atouts » sur lequel on peut s'appuyer pour aller plus loin, pour rehausser davantage son profil. Et pour prétendre à un partenariat solide. Car un partenariat est semblable à une chaîne dont la force ne correspond finalement qu'à celle du maillon le plus faible : la force d'un partenariat se mesure à celle du partenaire le plus faible.

Les liens connexes



[la dépêche sur Médiaterrre](#)



[Pour plus d'infos](#) : (62 hits)

modéré par [Joelle_Palmieri](#)